

## Edito | Pas d'économie dynamique ... sans confiance

Bon, c'est entendu, le président s'est dit seul responsable devant le cercle de ses fidèles de LREM ; il a pris son bain de foule, force selfies, avec ses amis de Bagnères-de-Bigorre, puis de la hauteur au Pic du Midi et est quand même arrivé avec une heure et demie de retard au dîner que le roi d'Espagne offrait en son honneur. Quant à la commission d'enquête de l'Assemblée nationale, marquée par quelques postures singulières – on pense à ces convergences indécentes entre lepénistes et insoumis - elle a explosé en vol tandis que le Sénat continuait, sans éclat de voix, ses auditions. A suivre les motions de censure pour la forme, en attendant que tombent quelques têtes subalternes puis que le climat politique ne se durcisse à la rentrée, surtout quand il s'agira de s'attaquer à la réforme constitutionnelle et, notamment, de réduire les pouvoirs d'amendement du parlement et le nombre de ses membres... En attendant, et on en parle trop peu, le vrai point noir de la situation du pays c'est assurément, après l'embellie de la seconde moitié de 2017, le retour de la croissance à son plus bas niveau, 0,2% pour chacun des deux premiers trimestres de 2018.

Sauf rebond improbable, dans les deux derniers trimestres de cette année, l'objectif élevé du gouvernement - 2% de hausse du PIB - sera loin d'être atteint. Et, par voie de conséquence les objectifs de déficit ne seront pas atteints non plus, ce qui n'est pas de bon augure pour l'ambition européenne d'Emmanuel Macron. Surtout, il est significatif que la bonne marche de l'économie vient buter sur la baisse de la consommation des ménages ; un effet CSG, ici, et plus encore un bond en avant, là, du prix des carburants, dopé par une hausse des taxes qui ponctionnent le pouvoir d'achat. Et retiennent les Français d'acheter. Ce constat ne manquera pas d'interroger sur la conduite de la politique économique. La relance de l'investissement des entreprises avait semblé sonner le vrai réveil de l'économie française mais on notera que celui-ci n'a pas aujourd'hui d'impact véritable sur l'évolution du chômage qui reste très élevé, en particulier pour les demandeurs les plus âgés, alors que nombre d'offres d'emploi ne parviennent toujours pas à être satisfaites. Le gouvernement face à ce défi ne va pas manquer de louer sa réforme de la formation professionnelle et rappeler ces chiffres massue : un million de demandeurs d'emploi peu qualifiés et un autre million, des jeunes, devraient en bénéficier au cours du quinquennat. Il n'en demeure pas moins que l'une des clés de l'évolution, lors des prochains mois et de l'année à venir, dans un contexte européen lourd d'incertitudes politiques, sera la confiance. Une question qui ne devrait pas être considérée comme subalterne face à ce qui semble être l'impératif absolu d'Emmanuel Macron, la poursuite des réformes.



Joël Aubert

*Crédit Photo :*

*Publié sur [aqui.fr](http://aqui.fr) le 29/07/2018*

*[Url de cet article](#)*